

---

# Résistances civiles : éléments historiques pour des actions d'aujourd'hui.

*Guillaume Gamblin, Mouvement pour une Alternative Non-violente,  
revue Silence.*

---

Le thème de cette journée et les mouvements de résistance que vous représentez suscitent le plus grand intérêt du MAN, au vu de la non-violence politique telle que nous la défendons.

## **Le MAN est le Mouvement pour une Alternative Non-violente.**

C'est une fédération de groupes locaux, une vingtaine en France, réunissant entre 200 et 300 adhérents/es. Le MAN a été fondé en 1974 par le regroupement de multiples groupes de réflexion et d'action non-violente sur une base commune, notamment à l'époque, le socialisme autogestionnaire et le combat contre la militarisation de la société (objecteurs de conscience, refus de l'arme nucléaire...).

Quand nous parlons de non-violence, la violence que nous refusons est avant tout la violence structurelle, celle de l'Etat, la violence économique, politique... Ne nous trompons pas d'adversaire.

Très vite, le MAN a ouvert son champ de réflexion et d'action à l'éducation non-violente, la résolution des conflits interpersonnels, dans la famille, le quartier, dans la vie professionnelle, à l'école...

Le MAN propose des formations à l'action non-violente et à la désobéissance civile.

Nous nous situons en appui, en soutien, et parfois en tant que membres actifs de multiples mouvements tels que les faucheurs volontaires d'OGM, les déboulonneurs de pub, les mouvements antinucléaires, ou encore les enseignants désobéisseurs (avec des personnes comme Alain Refalo, Roland Braun, Hughes Leenhardt, André Abeillon, Philippe Cherpentier...).

Nous nous intéressons donc beaucoup aux formes de résistance, et c'est cela qui me semble intéressant à développer aujourd'hui avec vous.

## *Résistances civiles.*

On cite toujours l'exemple de Gandhi, qui a été le premier à mobiliser le concept de non-violence comme philosophie et comme outil de lutte politique et de libération.

Mais il existe par ailleurs, avant et après lui, un vaste champ d'actions, petites ou grandes, qui relèvent d'une **résistance populaire sans armes**, et que nous appelons « **résistance civile** ».

On peut définir la résistance civile comme une forme de résistance à l'oppression qui utilise les méthodes de la non-violence ou des méthodes proches de celles-ci, mais sans pour autant recourir au concept de non-violence.

La résistance civile est d'abord **une pratique spontanée, pragmatique**, qui n'affirme pas comme principe le refus de la violence, mais qui dans les faits implique ce refus de la violence, qui utilise

d'autres canaux que les méthodes de résistance violentes.

Généralement, on retrouve dans l'ensemble de ces résistances l'outil de la **non-coopération** avec la puissance que l'on combat. Quand cette non-coopération amène à se situer en dehors du cadre de la loi, on parle alors de **désobéissance civile**.

### *Champ historique.*

La résistance civile recouvre donc un champ historique aussi considérable que méconnu. C'est ce champ d'action très riche qu'il me semble judicieux de relier à vos luttes présentes.

Dans bien des cas en effet, l'action des agents des services publics a pu être déterminante dans l'efficacité de ces résistances à des situations d'injustice ou d'oppression.

En voici quelques exemples (je m'excuse par avance de brosse à trop gros traits les récits de résistances qui s'inscrivent dans des époques et des contextes très divers) :

#### **Allemagne, 1920 : échec du putsch de Kapp.**

Cette année-là, une petite équipe menée par Kapp s'empare des postes stratégiques du pouvoir pour tenter d'imposer un gouvernement réactionnaire.

Mais il doit faire face à la grève généralisée des fonctionnaires (télécommunications, poste, électricité...). Celle-ci paralyse le pouvoir et anéantit sa capacité d'action. Son coup d'Etat échoue devant cette non-coopération généralisée (due à des directives données très rapidement par les centrales syndicales notamment).

#### **Norvège 1942 : résistance des professeurs norvégiens contre le nazisme.**

En 1942, le Ministre-Président de la Norvège nommé par le III<sup>e</sup> Reich, Quisling, tente d'imposer aux enseignants l'adhésion obligatoire à un nouveau syndicat nazi, afin d'implanter l'idéologie nationale-socialiste auprès des élèves. Soutenus par leurs syndicats légitimes ainsi que par leur gouvernement en exil, et par les parents d'élèves, 90% des enseignants refusent ouvertement d'y adhérer. Après avoir vainement tenté la répression, Quisling est impuissant à imposer cette mesure et se voit contraint à faire marche arrière. Dans ce cas et sur ce point, la désobéissance massive des enseignants aura fait reculer le régime hitlérien. Quisling déclarera, quelques mois plus tard : « *Vous, les enseignants, vous avez tout ruiné pour moi* »...sans les armes, ajouterons-nous.

#### **Philippines 2001 : chute de dictature d'Estrada**

De la même manière, le mouvement social démocratique avec notamment Nicanor Perlas, a réussi à **faire tomber la dictature d'Estrada** aux Philippines en 2001, par l'arrêt de travail de nombreux secteurs stratégiques des services publics : électricité, ...

On pourrait citer également les **systèmes d'enseignement parallèle** massif en Pologne durant la Seconde Guerre Mondiale et au Kosovo durant les années 90.

### *Approfondir une réflexion stratégique*

J'ai souhaité évoquer ces exemples historiques pour ne pas sous-estimer la puissance qui peut être la vôtre en tant que mouvements qui résistent à des logiques d'Etat depuis l'intérieur. Et pour rappeler que vos résistances peuvent faire appel à un riche terreau de résistances historiques pour y

trouver force et inspiration.

Bien évidemment, on ne peut pas assimiler des contextes qui ont peu de choses à voir les uns avec les autres : situation d'invasion, de dictature, ou de régime dit « démocratique » (qui reste à interroger !).

La mobilisation n'est pas non plus la même, pas plus que le soutien des centrales syndicales. Mais ce sont ces différences qui me semblent intéressantes à approfondir dans le cadre d'un dialogue entre expériences passées et présentes.

Il me semble que vous vous situez, stratégiquement parlant, dans la lignée de ce qu'on appelle les résistances civiles, en faisant appel notamment à la logique de la non-coopération.

Certains comme les enseignants en résistance pédagogique vont même jusqu'à revendiquer une logique de désobéissance civile collective.

Pour notre part, nous ne pouvons que nous réjouir de ces résistances que vous nous racontez, et nous tenir à votre disposition pour approfondir la réflexion stratégique avec vous.

Nous organisons d'ailleurs **un colloque à Lyon, le 9 avril 2011** qui aura pour intitulé « *résistances civiles des agents des services publics, hier et aujourd'hui* », auquel vous êtes bienvenu-e-s.